

**INSTITUT  
AFRICAIN DE  
DEVELOPPEMENT**  
COMMUNAUTE MONDIALE  
DE PRATIQUE  
Série de dialogues politiques

# LA RÉUSSITE OU L'ÉCHEC DES MODÈLES ACTUELS DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

**Matrice d'options de politiques**



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP  
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT



INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT



## AUTEURS COORDONNATEURS PRINCIPAUX

**Prof. Kevin Chika Urama**, FAAS, Économiste en chef et Vice-président par intérim, Complexe Gouvernance économique et Gestion des connaissances et Directeur principal, Banque africaine de développement, Côte d'Ivoire

**Dr. Eric Kehinde Ogunleye**, Conseiller de l'Économiste en chef et Vice-président, Complexe Gouvernance économique et Gestion des connaissances et Chef de division par intérim, Division de la gestion des politiques, Institut africain de développement, Banque africaine de développement, Côte d'Ivoire

## AUTEURS CONTRIBUTEURS

**Dr. Seedwell Hove**, Chargé du développement des capacités en chef, Institut africain de développement, Groupe de la Banque africaine de développement

**Mr. Attoumane Bacar Saindou**, Chargé principal du développement des capacités, Institut africain de développement, Groupe de la Banque africaine de développement

**Dr. Wabiri Njeri**, Chargée principal du développement des capacités, Institut africain de développement, Groupe de la Banque africaine de développement

**Mr Nkoanyane Sebutsoe**, Chargé supérieur du développement des capacités, Institut africain de développement, Groupe de la Banque africaine de développement

**Mr. Chidiebere Ibe**, Consultant, Institut africain de développement, Groupe de la Banque africaine de développement, Côte d'Ivoire

**Mr. Raphael N'guessan**, Consultant, Institut africain de développement, Groupe de la Banque africaine de développement, Côte d'Ivoire

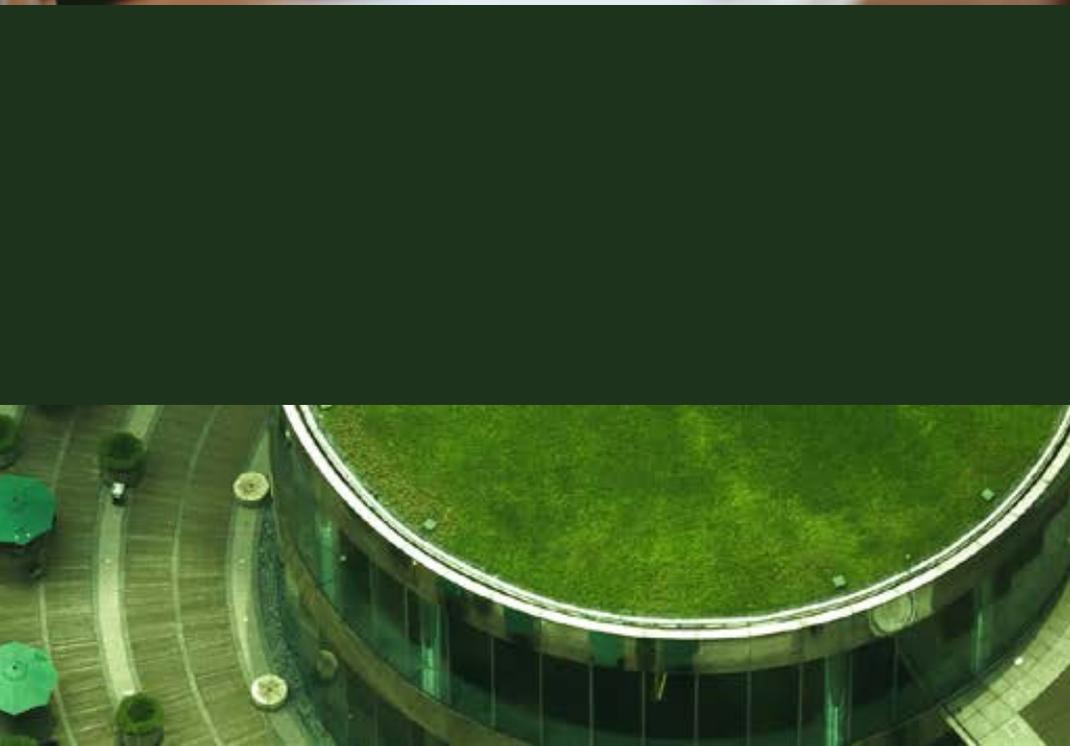
## ÉDITEURS/PAIRS ÉVALUATEURS

**Hon. Seth Terkper**, ancien ministre des Finances du Ghana

**Hon. Mohamed Boussaid**, ancien ministre des Finances du Maroc

**Mr. Louis Kasekende**, Directeur général, Institut ouest-africain de gestion financière et économique

La Matrice des options politiques doit être citée comme suit : Groupe de la Banque africaine de développement (2022) : Matrice des options politiques, Le succès ou l'échec des modèles de financement du développement en Afrique. Contributions de la Banque africaine de développement, Communauté mondiale de pratique, Série de dialogue politique sur le succès ou l'échec des modèles de financement du développement en Afrique, juin 2022 [Urama, K.C ; Ogunleye, EK ; Hove, S ; Saindou, AB ; Wabiri,N.; Sebutsoe, N. ; Ibe,C.; Nguessan,R.; Lado, SP (éds.)]. Groupe de la Banque africaine de développement,



# Sommaire

<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>5</b>
<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>2. MATRICE DES OPTIONS POLITIQUES POUR REMÉDIER AUX DÉSÉQUILIBRES ET ASSURER LA RÉUSSITE DES MODÈLES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE</b>	<b>10</b>
<i>2.1 Options politiques à court terme</i>	<b>10</b>
<i>2.2 Options politiques à moyen terme</i>	<b>13</b>
<i>2.3 Options politiques à long terme</i>	<b>20</b>
<b>3. LECONS APPRISSES</b>	<b>24</b>

# Remerciements

Nous apprécions sincèrement le soutien et les sacrifices des quatre réviseurs qui ont généreusement consacré du temps à l'examen des versions précédentes du rapport et ont formulé d'excellents commentaires et suggestions. Nous remercions également tous les participants au Dialogue sur les politiques de la Communauté mondiale de pratique sur les modèles de financement du développement en Afrique pour leur disponibilité, leur participation et les discussions très animées et intéressantes basées sur des perspectives très variées. Nous exprimons notre reconnaissance à tous les partenaires institutionnels qui ont lancé l'idée de ce dialogue sur les politiques, ainsi que pour leurs contributions et leurs sacrifices dans le cadre de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'organisation conjointes du dialogue sur les politiques.

Ce rapport est le fruit des contributions apportées par les participants au dialogue sur les politiques lors de discussions et d'interventions. Parmi les panélistes figuraient : le professeur Stefan Dercon, Directeur du Centre for the Study of African Economies (centre d'étude des économies africaines) et professeur de politique économique à l'université d'Oxford, ancien économiste en chef du ministère britannique du Développement international (DFID), Royaume-Uni; M. Charles Boamah, ancien vice-président principal du Groupe de la Banque africaine de développement; M. Christopher William Chalmers, Administrateur de la Banque africaine de développement pour l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni; M. Kevin Chika Urama, Économiste en chef par intérim et Vice-président pour la gouvernance économique et la gestion des connaissances au sein du Groupe de la Banque africaine de développement. Le dialogue sur les politiques a été modéré par M. Solomon Mugeru, Directeur de la communication du Groupe de la Banque africaine de développement.

Nous adressons également nos remerciements à l'équipe du Groupe de la Banque africaine de développement qui a organisé le dialogue sur les politiques. Il s'agit de Mme Tania Sede Adjagan, Assistante en communication unifiée, Technologies de l'information de l'entreprise; Mme Dhouibia Dorsaf, Assistante en communication unifiée, Technologies de l'information de l'entreprise; Mme Kamaria Badirou, Assistante d'équipe, Institut africain de développement; M. Chidiebere Ibe, Consultant, Institut africain de développement; et M. Raphael N'guessan, Consultant, Institut africain de développement; M. Seedwell Hove, Chargé du développement des capacités en chef; M. Attoumane Bacar Saindou, Chargé principal du développement des capacités; M. Wabiri Njeri, Chargée principal du développement des capacités; et M. Nkoanyane Sebutsoe, Chargé supérieur du développement des capacités.



# INTRODUCTION

Les besoins de financement du développement en Afrique sont énormes et ne cessent de croître. Selon les estimations préliminaires de la Banque africaine de développement, le déficit de financement annuel pour mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 représente environ 30,6 % du PIB entre 2021 et 2030. Qui plus est, la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a davantage creusé les déficits de financement de l'Afrique. On estime en outre que les gouvernements africains ont besoin d'un financement brut supplémentaire d'environ 432 milliards d'USD pour faire face aux impacts socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 et pour soutenir la reprise économique en 2022 et 2023. Dans le même temps, les besoins de financement cumulés de l'Afrique pour répondre de manière adéquate au changement climatique sont estimés entre 1,3 et 1,6 billion d'USD (soit un montant compris entre 118,2 et 145,5 milliards d'USD par an, de 2020 à 2030). Si cette tendance se poursuit, un déficit de financement climatique compris entre 99,9 et 127,2 milliards d'USD – soit une moyenne de 108 milliards d'USD par an – subsistera jusqu'en 2030.

La relation perverse entre les besoins de financement du développement et les flux financiers se reproduit dans de nombreux secteurs, y compris dans le financement du climat. Le financement mondial actuel du développement semble mal aligné sur les besoins de financement des pays. Plus précisément, l'Afrique a reçu en moyenne 3 % des investissements directs étrangers (IDE) mondiaux entre 1970 et 2020. En revanche, l'Europe, l'Amérique, l'Asie et l'Océanie ont reçu respectivement 38 %, 34 % et 24 % sur la même période. Bien que cela puisse refléter, dans une certaine mesure, la réorientation des mouvements de capitaux par les investisseurs (en particulier les secteurs privés) à la recherche d'opportunités d'investissement mondial à long terme et à moindre risque, ces flux d'IDE déséquilibrés ont limité la part de l'Afrique dans les avantages attribuables aux IDE dans le monde globalisé, notamment le transfert de technologie, l'industrialisation, la création d'emplois et la résilience aux chocs. En outre, les niveaux actuels de l'aide publique au développement (APD) sont restés dérisoires et bien en deçà des engagements à long terme des pays développés. Dans le même temps, la composante la plus importante de l'APD (à savoir l'aide bilatérale) prend de plus en plus la forme de prêts souverains bilatéraux plutôt que de dons, ce qui pousse de nombreux pays africains vers une crise de la dette. L'aide indispensable des institutions financières internationales est souvent assortie de conditions, sous la forme de programmes d'austérité et d'ajustement structurel onéreux.

La diminution de la part de l'Afrique dans le commerce mondial au fil des ans met également en lumière les déséquilibres. Si certains facteurs nationaux expliquent en partie cette dynamique, le paysage commercial mondial défavorable, comme la politique protectionniste des partenaires commerciaux, en particulier dans les pays du Nord, a également joué un rôle. Les possibilités d'exportation des pays africains ont souvent été entravées par les quotas, les subventions et les barrières commerciales maintenus par les pays développés. C'est particulièrement vrai dans le domaine de l'agriculture, qui reste l'un des secteurs les plus protégés au monde alors qu'il s'agit de la principale source de revenus pour de nombreuses populations en Afrique. En ce qui concerne le financement du climat, les pays les plus vulnérables au changement climatique n'ont pas bénéficié d'un financement plus important.

Ces contradictions ont relancé les débats sur l'adéquation et les asymétries des modèles de financement mondiaux contemporains. L'architecture financière mondiale actuelle a fait à la fois des gagnants et des perdants et sa répartition inégale a commencé à susciter des inquiétudes. Afin d'explorer davantage les questions politiques clés sur la réussite ou l'échec des modèles de financement du développement dans la promotion du développement durable en Afrique, l'Institut africain de développement a organisé le 13 juin 2022 un dialogue sur les politiques dans le cadre de son neuvième séminaire de la Communauté mondiale de pratiques (GCOP) sur le thème : « La réussite ou l'échec des modèles actuels de financement du développement en Afrique », afin de fournir des réponses politiques visant à améliorer l'architecture du financement du développement en Afrique. Les panélistes ont noté, entre autres que :

1. L'architecture financière mondiale actuelle n'a pas réussi à fournir un financement du développement à grande échelle à ceux qui en ont besoin (à savoir les pays en développement), et n'est donc pas adaptée à sa finalité pour un certain nombre de raisons, notamment l'absence de volonté politique, au niveau mondial, de mobiliser les financements en faveur du développement dans le but de réaliser les objectifs de développement durable; l'accès inégal

au marché mondial des capitaux; l'incompatibilité des incitations du marché mondial des capitaux, qui récompensent les actifs sous-optimaux à faible rendement et à court terme, ou la préférence nationale, ou les deux, au détriment des pays en développement; le soutien mondial à la liquidité faussé, le déséquilibre des flux d'investissement dans la recherche, qui restent faibles pour l'Afrique; une réglementation internationale du financement de projets non réactive et limitative, telle que les réglementations prudentielles de type Bâle III qui restreignent le financement de projets à long terme en nécessitant des exigences plus strictes en matière d'adéquation des fonds propres; et les réponses politiques inégales à la pandémie de COVID-19, qui ont été favorables aux pays développés et moins favorables aux pays en développement, notamment à l'Afrique.

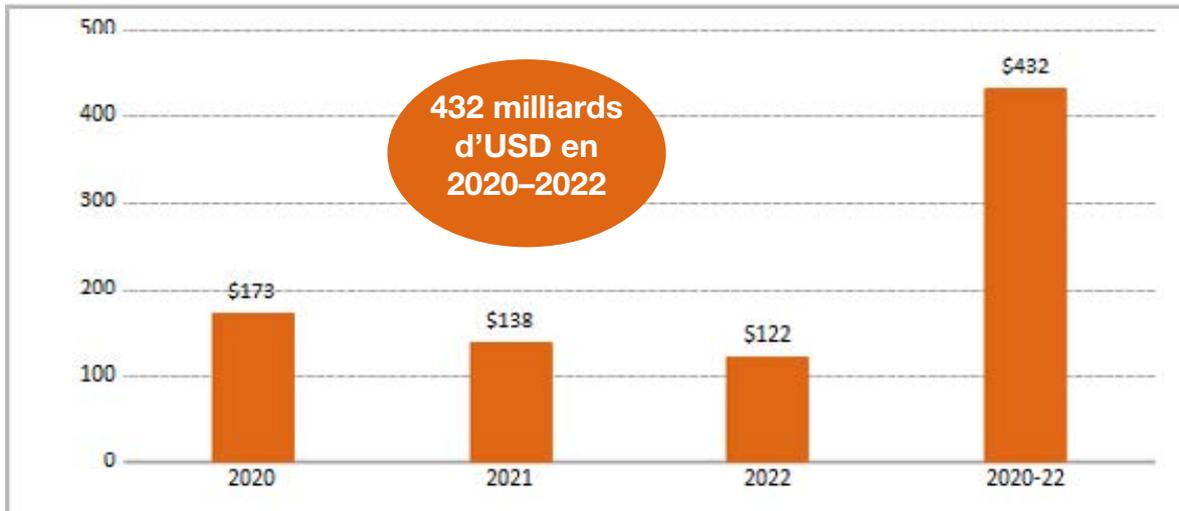
**II.** Les modèles financiers mondiaux actuels ont accentué les coûts de financement, les risques et les vulnérabilités des économies africaines, comme en témoignent la volatilité et les chocs accrus sur le marché financier mondial, l'aggravation des tensions commerciales dans les principales économies, qui a exacerbé les incertitudes politiques à l'échelle mondiale, sans précédent depuis plus de trois décennies, les externalités des risques et incertitudes accrus dans les pays développés, qui réduisent les investissements et la croissance dans les pays en développement, y compris en Afrique, et l'augmentation des risques géopolitiques internes et externes pour l'Afrique en raison des conflits internes et de la guerre entre la Russie et l'Ukrainienne.

**III.** Plusieurs facteurs expliquent pourquoi l'architecture financière mondiale actuelle a profité à certains pays et pas à d'autres. Il s'agit des facteurs suivants : l'amélioration de la compétitivité résultant de la réduction des coûts de production pour les pays qui ont fait des progrès en matière de technologie et d'innovation (par exemple, la Corée du Sud, la Malaisie, Singapour et la Chine), contrairement à l'Afrique dont la compétitivité est à la traîne par rapport à d'autres régions; les pays qui ont éliminé ou réduit les barrières commerciales ont bénéficié de l'expansion des échanges (Inde, Chine, Vietnam, Cambodge); l'incapacité à tirer parti du rôle du secteur privé pour favoriser le développement en raison des risques perçus; le décalage entre les incitations des marchés financiers et les investissements à long terme; la capacité à comprendre et s'engager dans la politique de marchandage avec l'élite en faveur du développement et à s'attaquer aux réformes difficiles ou aux intérêts particuliers; et la capacité à gérer la dynamique institutionnelle qui détermine où et comment les facteurs de production sont alloués, par exemple la fiscalité, les structures tarifaires, les politiques fiscales, les politiques de change, etc.

Le dialogue sur les politiques a réuni 273 experts de plus de 50 pays, y compris quatre panélistes, des experts mondiaux de premier plan en matière de développement, des experts en financement du développement, en politique macroéconomique, en gestion des finances publiques, d'anciens ministres des Finances, d'anciens gouverneurs de banques centrales et des institutions d'ancrage du monde entier, afin d'explorer des options de politiques pratiques de financement du développement qui fonctionnent pour l'Afrique.

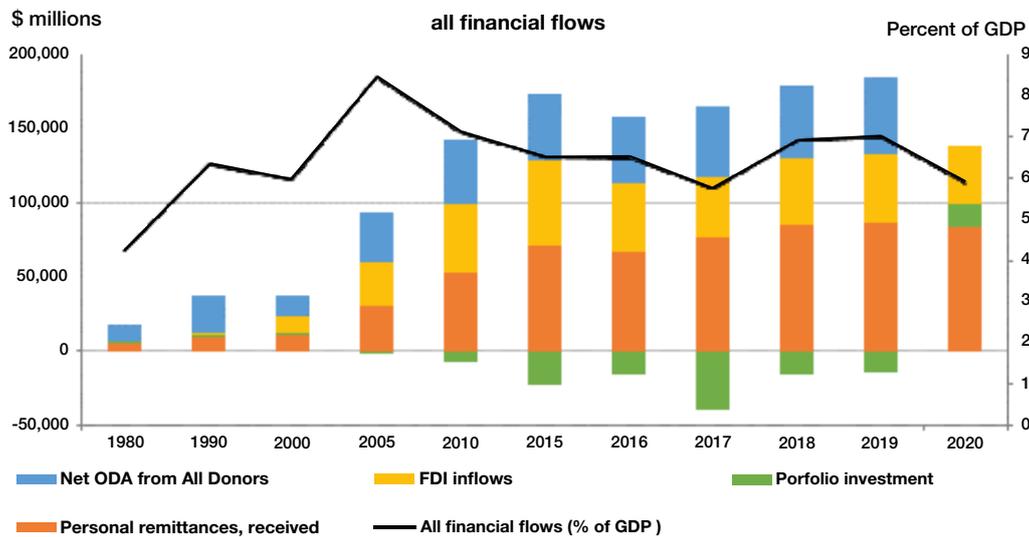
La présente synthèse destinée aux décideurs examine les principales options de politiques qui se sont dégagées du dialogue sur les politiques. Elle décrit les politiques à court, moyen et long terme pour le financement inclusif et le développement durable de l'Afrique. La présente synthèse fournit également un résumé de l'efficacité de chaque option politique dans les contextes africains et les problèmes de mise en œuvre associés à ces politiques et mesures correctives.

Figure 1: Ressources supplémentaires pour financer les déficits budgétaires en Afrique, 2020-2022



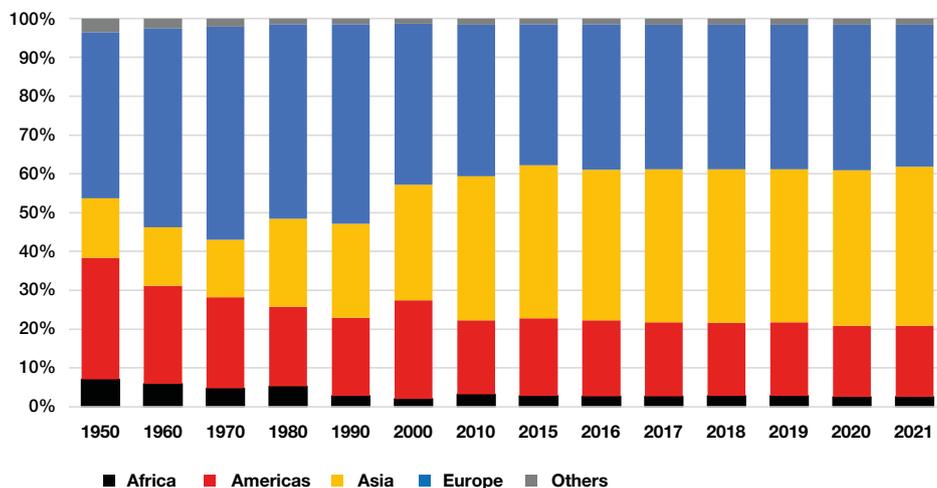
Source : Département des statistiques de la Banque africaine de développement

Figure 2: Flux financiers vers les pays africains en pourcentage du PIB, 1980-2020



Source: Département des statistiques de la Banque africaine de développement

Figure 3: Part de l'Afrique dans le commerce mondial (en pourcentage du total) - 1950-2021



Source: Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, (CNUCED)

# Matrice des options politiques pour remédier aux déséquilibres et assurer la réussite des modèles de financement du développement en Afrique

Calendrier indicatif	Options politiques	Problèmes de mise en œuvre	Mesures correctives <sup>1</sup>
	<p>i. Dynamiser le rôle des institutions multilatérales de financement du développement (IMFD) dans la sécurisation du financement du développement, et acheminer davantage de ressources provenant des pays avancés vers l'Afrique par l'intermédiaire des IMFD. Les IMFD pourraient jouer un rôle en offrant des financements moins onéreux (notamment des prêts concessionnels) et des financements du développement à long terme. Elles pourraient également financer directement des projets ou mobiliser des ressources supplémentaires pour financer des projets à long terme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La mauvaise affectation et la mauvaise utilisation du financement du développement par les pays bénéficiaires, en particulier les prêts souverains, réduisent l'efficacité et l'impact de ce financement.</li> <li>• Les gouvernements de certains pays africains restent opaques et n'ont pas de compte à rendre sur l'utilisation du financement du développement, qui trouve son chemin à travers la corruption officielle et les fuites.</li> <li>• La résistance à la transformation des institutions multilatérales de développement de la part de certains pays développés à qui profite le statu quo.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les IMFD peuvent mobiliser et conserver le financement du développement provenant à la fois du secteur bilatéral, multilatéral et privé, y compris la philanthropie. Cela sera efficace si ces ressources sont utilisées avec prudence pour créer un stimulant pour le marché plutôt que pour des cours de charité ou de bienfaisance. Les États dans lesquels ces fonds sont investis ne doivent pas être laissés à eux-mêmes pour faire ce qu'ils veulent, qu'il s'agisse d'un prêt ou d'un don. Il doit y avoir une obligation de rendre compte et une transparence dans l'utilisation des fonds et l'établissement des rapports connexes.</li> <li>• Les pays en développement pourraient se regrouper et parler d'une seule voix pour faire pression en faveur de la transformation des IMFD.</li> </ul>

<sup>1</sup> Ou opportunités comme une feuille de route pour guider les décideurs dans la prise en compte des conséquences liées au fait de ne pas mettre en œuvre l'option politique



	<p>ii. Inclure le secteur privé/les organisations de la société civile (OSC) dans les processus gouvernementaux. Cette inclusion a été utile dans les démocraties relativement faibles et les États faibles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Certains acteurs étatiques se méfient encore des acteurs non étatiques. Pour certains gouvernements, l'implication des acteurs non étatiques les expose à un examen minutieux, ce qu'ils ne souhaitent pas.</li> <li>• L'opacité et le manque de responsabilisation des gouvernements sont des obstacles majeurs à l'entrepreneuriat en matière de développement qu'apportent le secteur privé et la société civile.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le développement devrait être un partenariat entre l'État et les acteurs non étatiques. Le développement décentralisé donne une vision commune du développement, favorise l'inclusion et fournit l'énergie et la synergie nécessaires à un impact plus important sur le développement que lorsque le développement est laissé uniquement à l'État. L'État devrait créer les espaces pour l'entrepreneuriat en matière de développement que la société civile et le secteur privé apportent à la gouvernance. Par exemple, le Bangladesh a volontairement intégré le BRAC (organisation non gouvernementale de développement international) dans les processus gouvernementaux et cette initiative a bien fonctionné. En fait, il a été prouvé qu'un développement rapide et à grande échelle peut se produire avec une participation limitée de l'État.</li> </ul>
	<p>iii. Fournir des incitations pragmatiques à l'apprentissage technologique et à la croissance rapide de la productivité (industrialisation), qui créeront un environnement favorable à la croissance économique malgré des coûts de transaction élevés. L'État et les marchés doivent travailler ensemble pour trouver le point de jonction où l'État fournit les incitations et les signaux nécessaires à une réponse enthousiaste du marché pour stimuler la productivité et le progrès économique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La plupart des gouvernements ne considèrent pas le partenaire dans la mise en place d'une bonne gouvernance. Les idéologies politiques sont toujours favorables soit à l'État soit au marché. Il existe toujours une tension entre le concept de « grand État et petit marché » et le concept de « grand marché et petit État » dans ce qui est largement connu comme les idéologies de marché de gauche ou de droite. Le défi consiste toujours à trouver le juste milieu - ce centre ou ce lien - qui fonctionne pour tout le monde.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Repenser de manière pragmatique le modèle de l'État. Ne pas se focaliser sur la dichotomie entre l'État et le marché, mais considérer plutôt le lien comme une utilisation pragmatique de l'État et du marché. Permettre aux gouvernements de créer et d'allouer des « rentes » pour encourager l'investissement productif et dissuader les non performants. Tout ceci doit être fait en maintenant la stabilité de l'État au moyen du renforcement des capacités et, en fin de compte, en augmentant les revenus globaux.</li> </ul>

	<p>iv. Utiliser des sources de financement avec et sans dette et améliorer la transparence du financement du développement. Dans le cadre de leurs efforts pour améliorer la transparence sur les marchés de la dette, les parties prenantes chargées de la mise en œuvre du Cadre commun pour le traitement de la dette et des programmes du Fonds monétaire international (FMI) devraient travailler avec leurs homologues des secteurs privé et public pour améliorer le partage des informations sur leur dette.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'asymétrie de l'information et l'absence d'un cadre de financement stratégique identifiant les principales sources de financement du développement, qu'elles soient liées ou non à la dette, peuvent limiter les chances de certains États d'utiliser ces guichets de financement pour le développement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'information est essentielle, et la stratégie est impérative pour mobiliser et utiliser de manière productive les différents guichets de financement du développement. Les États doivent rechercher et développer activement une stratégie de financement du développement. La BAD, en tant que banquier et conseiller financier des pays africains, devrait fournir des informations sur l'architecture de financement du développement actuelle et émergente du continent et permettre aux pays membres régionaux de tirer parti de ces sources. Aider les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ou les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à mieux se préparer aux marchés financiers (obligataires) des pays avancés.</li> </ul>
	<b>Options de politiques régionales</b>	<b>Problèmes de mise en œuvre</b>	<b>Mesures correctives</b>
	<p>v. Renforcer la capacité régionale de gestion des finances publiques pour soutenir la mobilisation et l'utilisation du financement du développement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La faiblesse des capacités de gestion des finances publiques dans les pays africains constitue un défi pour la mobilisation des ressources nationales et leur utilisation efficace et efficiente.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'Afrique doit développer sa capacité interne à mobiliser plus durablement des ressources pour le développement afin de réduire sa dépendance à l'égard des sources extérieures et d'atténuer sa vulnérabilité. Davantage de pays africains devraient profiter du renforcement des capacités en matière de gestion des finances publiques, proposé par la Banque africaine de développement par l'intermédiaire de l'Académie virtuelle de gestion des finances publiques pour l'Afrique (PFMA). La PFMA œuvre avec ses partenaires pour soutenir le développement des capacités centré sur l'Afrique dans le domaine de la gestion des finances publiques au travers de la formation des cadres, de l'assistance technique, du dialogue sur les politiques et de l'apprentissage entre pairs sur l'ensemble du cycle de la gestion des finances publiques.</li> </ul>
	<b>Interventions au niveau international : multilatérales et bilatérales</b>	<b>Problèmes de mise en œuvre</b>	<b>Mesures correctives</b>

	<p>vi. Mettre en œuvre des réformes politiques dans les pays du Nord afin de décourager et de prévenir la réception de flux financiers illicites en provenance des pays du Sud, en particulier de l'Afrique, et rapatrier les fonds déjà reçus. Il est nécessaire de renforcer les capacités des banques centrales, des institutions de réglementation et des administrations fiscales (par exemple, investissements, déclarations et opérations des multinationales).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les pays bénéficiaires des flux financiers illicites sont réticents à prendre des mesures sérieuses contre les flux financiers illicites provenant des pays en développement. Leur réaction est plutôt symbolique. Les flux financiers illicites passent par les systèmes financiers de ces pays avancés et contribuent à financer leur croissance économique. Ils ont donc tout intérêt à ne pas arrêter ou rapatrier les flux financiers illicites dissimulés dans leurs pays.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Compte tenu de la réticence du Nord à prendre des mesures pour mettre un terme aux flux financiers illicites en provenance d'Afrique, le continent devrait utiliser tous les moyens diplomatiques, bilatéraux, multilatéraux et internationaux à sa disposition pour faire pression sur les économies avancées et les inciter à mettre un terme aux flux de capitaux vers leurs pays. Les pays africains devraient également s'engager dans le marchandage avec l'élite qui permet de décourager la corruption et le drainage de ressources rares de leurs pays vers des pays déjà développés, et ces ressources sont rétrocédées à l'Afrique sous forme de prêts à des coûts très élevés.</li> </ul>
<p><b>Options politiques à moyen terme</b></p>	<p><b>Options politiques nationales</b></p>	<p><b>Problèmes de mise en œuvre</b></p>	<p><b>Mesures correctives</b></p>
	<p>i. Exploiter le potentiel du secteur privé en réduisant le risque des investissements privés et en exploitant la possibilité de fonds à long terme tels que les fonds de pension, les fonds d'assurance et les fonds souverains pour financer le développement durable en Afrique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le défi consiste à savoir si les gouvernements ont les pouvoirs et la crédibilité nécessaires pour fournir des instruments de réduction de risques. Ces mesures pourraient être fournies par des parties extérieures au bénéficiaire de l'investissement. La faiblesse des cadres réglementaires et un climat d'affaires défavorable empêchent le secteur privé de réaliser son plein potentiel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La BAD peut fournir des garanties de risque pour aider les pays à améliorer l'accès aux capitaux à long terme, ce qui peut catalyser les investissements privés. Par exemple, la BAD a créé une plateforme de marché d'investissement, le Forum d'investissement africain, pour catalyser les investissements privés en Afrique. Ces initiatives de réduction des risques peuvent prendre la forme de prêts concessionnels, de prises de participation ou de garanties sur les risques de crédit et de change, entre autres, pour le financement d'investissements publics.</li> <li>Entreprendre des réformes ambitieuses des cadres réglementaires et de l'environnement des affaires.</li> </ul>

	<p>ii. Développer les marchés financiers locaux. Compte tenu du déficit budgétaire actuel et de la vulnérabilité de la dette en Afrique, le développement des marchés de capitaux locaux contribuera à rééquilibrer les nouvelles dettes, en délaissant les prêts à court terme et à taux d'intérêt élevé au profit d'instruments en monnaie locale et à plus longue échéance, ainsi que des financements concessionnels extérieurs.</p> <p>iii. Mettre en place des politiques qui encouragent la culture d'épargne nationale. Une épargne massive mobilisée au fil du temps pourrait permettre de financer le développement, notamment le financement des secteurs productifs de l'économie.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les marchés financiers africains sont encore peu profonds et toute implication agressive du gouvernement pourrait empêcher le secteur privé de lever des fonds d'investissement sur le marché.</li> <li>• Le système financier défavorise les petits épargnants en raison des régimes de taux d'intérêt extrêmement bas et de l'inflation en hausse constante qui compromet la valeur de l'épargne.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des stratégies délibérées doivent être développées pour approfondir les marchés de capitaux nationaux. Il convient de concevoir des mesures et des instruments novateurs qui attirent les investisseurs locaux et étrangers sur le marché.</li> <li>• Les investisseurs de la diaspora pourraient jouer un rôle dans l'accroissement des investissements nationaux, mais l'environnement des affaires doit être favorable.</li> <li>• Les politiques du secteur financier inclusives qui encouragent les petits épargnants et les petits investisseurs sur le marché des capitaux contribueraient à mobiliser des fonds stables sur les marchés monétaires et des capitaux qui pourraient être utilisés par le gouvernement et le secteur privé pour financer des investissements productifs à court et moyen terme. L'épargne pourrait être convertie en fonds communs de placement offrant des rendements plus élevés, mais des échéances plus stables, ce qui serait bénéfique à la fois pour les épargnants et les emprunteurs.</li> </ul>
--	--	---	---

	<p>iv. Renforcer la gestion des finances publiques et de la dette. Ces mesures permettront de donner la priorité à la mobilisation des recettes, aux dépenses efficaces, à l'affectation efficace des ressources, à un meilleur suivi, à la réduction des déficits et à la comptabilisation de la dette publique, ainsi qu'à la transparence. Ces mesures permettront de réduire l'exposition inutile aux coûts en matière de réputation, aux évaluations négatives et à la perte d'accès au marché.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La capacité de gestion des finances publiques, y compris la gestion de la dette, la mobilisation des ressources intérieures et la gestion des investissements publics, est encore faible en Afrique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les pays africains doivent mettre en place des programmes de réforme et renforcer les capacités pour améliorer la gestion des finances publiques et la gestion des projets (par une identification, une préparation, une hiérarchisation, une gestion des risques et un financement minutieux des projets de développement). Ces objectifs pourraient être atteints grâce à des cadres stratégiques intégrés de gestion des finances publiques, notamment des stratégies sectorielles crédibles à moyen terme, des cadres de dépenses à moyen terme, des cadres budgétaires à moyen terme (stratégies de gestion de la dette à moyen terme et de mobilisation des ressources intérieures) et des stratégies de gestion des investissements publics. Le travail effectué par la BAD par le biais de l'Académie virtuelle de gestion des finances publiques pour l'Afrique devrait être intensifié afin de renforcer la capacité de gestion des finances publiques en Afrique.</li> </ul>
	<p>v. Renforcer les institutions pour le développement par le biais de modalités de renforcement des capacités, en forgeant nos propres modèles pertinents au niveau local. Les bonnes institutions aident les marchés à fonctionner efficacement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les institutions africaines calquées sur une culture empruntée ont échoué et échouent encore sur le continent, mais il est presque impossible de s'en passer, car l'aide au développement et le financement sont liés à l'existence de ces modèles institutionnels importés.</li> <li>• La résistance aux réformes institutionnelles de la part de l'élite puissante ayant des intérêts particuliers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il est nécessaire de définir un paradigme de développement africain local qui implique toutes les institutions traditionnelles pertinentes pour le développement et un marchandage avec l'élite, fondé sur l'intérêt personnel éclairé pour le développement économique, la paix et la stabilité. Chaque pays devrait chercher en son sein ce qui fonctionne dans sa société; les bonnes pratiques reproductibles pourraient être partagées à travers le continent par l'intermédiaire de l'Union africaine, de la Banque africaine de développement, de la Fondation Mo Ibrahim et d'autres institutions.</li> <li>• Les partenaires du développement pourraient être sensibilisés pour soutenir ce renforcement institutionnel local. L'autonomisation des populations par une meilleure éducation peut les aider à faire entendre leur voix pour exiger des réformes qui améliorent leurs conditions de vie.</li> </ul>

	<p>vi. Utiliser les ressources naturelles de manière efficace et efficiente afin d'accroître les investissements directs étrangers, qui ont diminué au fil des ans. Il est nécessaire d'accroître la productivité par la transformation et l'industrialisation de l'agriculture et de passer du système d'agriculture collective au système de responsabilité des ménages.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le régime foncier de la plupart des pays africains facilite l'allocation uniforme des terres, à l'instar du modèle chinois de responsabilité des ménages. Les terres appartiennent aux communautés et aux clans, et parfois à quelques individus. La majorité des agriculteurs ruraux n'ont pas accès à la terre et aux intrants agricoles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La plupart des pays africains ont la chance d'avoir un bon climat et des terres favorables à l'agriculture. Les lois relatives à l'utilisation des terres et à l'aménagement du territoire devraient être modifiées afin de permettre aux particuliers d'accéder à la terre et de valoriser les terres rurales, de sorte que les particuliers puissent mettre leurs terres en garantie pour obtenir des financements agricoles. Les consommateurs commerciaux, les installations de stockage et la transformation des produits agricoles doivent faire partie d'une stratégie délibérée visant à révolutionner l'agriculture en Afrique. Attention à l'augmentation des dommages environnementaux et des impacts négatifs.</li> <li>En fin de compte, les économies africaines devraient se concentrer davantage sur une meilleure utilisation des ressources provenant de l'exportation de ressources naturelles afin d'accroître les investissements directs étrangers.</li> </ul>
	<p>vii. Institutionnaliser la bonne gouvernance et renforcer les institutions pour éliminer les marchandages pervers de l'élite (par exemple, lutter contre les flux financiers illicites). Les pays africains doivent faire preuve d'autodiscipline, tout en étant conscients de leur propre situation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La faiblesse des institutions et le manque de respect de l'État de droit sont les fléaux de la bonne gouvernance en Afrique. L'accapement de l'État par l'élite au profit d'intérêts privés est ancré dans le tissu même de la société et de la gouvernance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les pays pourraient favoriser des accords avec l'élite qui soutiennent la croissance et le développement, mettent en place des institutions et des règles fondées sur des valeurs communes, et profitent à la société. Par exemple, si l'élite a accès aux ressources, elle doit garantir une production à valeur ajoutée pour les exportations (et non les ressources naturelles) et l'accès au commerce; soutenir les petites entreprises en leur donnant accès au marché; investir dans le capital humain et protéger l'environnement. Les structures institutionnelles doivent soutenir ces accords. Les institutions et l'État de droit qui les régit doivent être respectés, car ce sont des éléments essentiels qui formalisent les interactions entre les citoyens et l'État.</li> </ul>

	<p>viii. Les gouvernements doivent entreprendre des réformes ambitieuses et crédibles pour stimuler l'accumulation de capital humain et physique, construire des infrastructures résilientes, améliorer le transfert et l'adoption de nouvelles technologies pour le développement, et rétablir des fondamentaux macroéconomiques solides.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les réformes visant à stimuler l'accumulation de capital humain et physique, les infrastructures, le progrès technologique, etc. ne réussiront que si les investissements qu'elles impliquent sont financés. La faiblesse des fondamentaux et des capacités en matière de gestion macroéconomique et de gestion des finances publiques constitue également une contrainte contraignante.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les pays africains doivent renforcer leurs stratégies de développement et de financement du capital humain et physique sur la base de plans pragmatiques et réalisables. Il est évident que l'Afrique ne peut pas financer seule ses déficits en capital humain et en infrastructures; il faut des partenariats et des alliances délibérées, à la fois au niveau local entre l'État et le secteur privé, au niveau régional entre les États et les institutions régionales de financement du développement telles que la BAD, et au niveau mondial avec les institutions multilatérales de financement et au niveau bilatéral entre les pays donateurs. Il faut donner la priorité aux infrastructures qui stimulent la production et la création de richesses. Il ne faut pas tolérer les projets de type « éléphant blanc » ou les projets émotionnels exécutés pour des considérations politiques. En outre, la politique macroéconomique et la capacité de gestion des finances publiques doivent être renforcées pour soutenir ces réformes et garantir leur succès.</li> </ul>
	<p>ix. Il est nécessaire d'élargir et de passer d'un financement générateur de dettes à des sources de financement nationales ou étrangères non génératrices de dettes. L'Indonésie, par exemple – la dynamique géopolitique ainsi que la valeur ajoutée et l'apport de ce type de services pour contrer les importations nettes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La notation de risque défavorable de la plupart des pays africains peut constituer un défi pour attirer le financement des investissements non liés à la dette, en particulier le financement du commerce et les investissements dans le secteur réel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les financements non liés à l'endettement, y compris les investissements de portefeuille, les dons et les aides, ne peuvent pas simplement arriver s'il n'y a pas de stratégie et d'efforts délibérés pour les attirer. Si certains dons et aides peuvent être accordés en raison des besoins perçus, une grande partie ira là où le retour sur investissement est perçu comme élevé pour les bailleurs de fonds; il en va de même pour les investisseurs sur le marché des capitaux, les industries ou les services. Pour attirer ces options de financement non créatrices de dette, les investisseurs aimeraient voir des signaux de politiques commerciales favorables et cohérentes ou un environnement politique et institutionnel qui garantit l'intérêt des bailleurs de fonds ou des investisseurs. Les fonds propres et le réinvestissement des réserves/profits sont entravés par l'inefficacité des entreprises publiques non performantes. L'utilisation de fonds de pension et autres fonds pour financer les déficits est un revers pour ces politiques.</li> </ul>

	<p>x. Encourager l'apprentissage par les pairs sur les expériences de développement en Afrique et dans le Sud.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'apprentissage par les pairs est une bonne chose, mais le contexte est important. Le contexte et la culture locaux peuvent constituer un obstacle à l'adaptation des réussites ou des bonnes pratiques d'autres lieux ou juridictions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'apprentissage et l'adaptation doivent être soigneusement analysés pour s'assurer que les circonstances locales permettent une telle adaptation ou qu'il est possible de mettre en place les conditions nécessaires à la réussite d'une telle adaptation. Sinon, l'adaptation pourrait mal tourner et entraîner des coûts énormes pour le pays. Les plateformes d'apprentissage et de coopération pour le Sud existent dans la coopération Sud-Sud, et dans l'Union africaine et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) pour l'apprentissage régional par les pairs. Ces plateformes devraient être renforcées pour un apprentissage et une adaptation par les pairs plus efficaces et orientés vers un développement plus efficace sur le continent.</li> </ul>
	<p>xi. La suppression des barrières commerciales artificielles imposées par le Nord contraint le Sud.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le commerce international est fondé à la fois sur la concurrence et sur l'intérêt national. Le marché recherchera et favorisera celui qui offre la meilleure valeur. Les exportations de l'Afrique sont faibles et largement non compétitives. Les pays avancés du Nord ne renonceront pas facilement à leurs avantages et à leurs intérêts nationaux dans le commerce mondial.</li> <li>• La concentration croissante des gains commerciaux entre les mains de certaines multinationales et de riches individus qui peuvent également plier le processus politique à leurs intérêts.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les voix les plus hautes et les plus fortes sont souvent entendues. L'Afrique devrait négocier en bloc (si possible) pour obtenir des conditions commerciales équitables, mais elle doit reconnaître ses forces dans le commerce mondial et s'appuyer sur cet avantage pour négocier. Accroître la valeur ajoutée et la valorisation de leurs productions de produits de base afin de protéger leurs économies des chocs du marché des produits de base et des conditions commerciales défavorables. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) devrait être mise à contribution pour renforcer le commerce et les échanges intra-africains, ce qui pourrait l'aider à négocier des conditions commerciales à l'échelle mondiale.</li> <li>• Les pays développés pourraient offrir un accès illimité au marché pour toutes les exportations des pays les plus pauvres. Cela les aidera à dépasser la spécialisation dans les produits primaires pour produire des biens transformés destinés à l'exportation. Un lobbying et un plaidoyer forts de la part des pays en développement. Cela nécessite une coopération et une coordination efficaces entre les pays en développement.</li> </ul>
	<p><b>Interventions au niveau international : multilatérales et bilatérales</b></p>	<p><b>Problèmes de mise en œuvre</b></p>	<p><b>Mesures correctives</b></p>

	<p>xii. Aligner les incitations du marché financier mondial sur les investissements à long terme et non sur les investissements à court terme et à faible risque. Par exemple, investir directement dans des projets commerciaux autofinancés qui peuvent soutenir les remboursements de prêts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le marché financier est axé sur le profit, et les investissements vont où les risques sont les plus faibles et les rendements les plus élevés. Par conséquent, tant que le marché africain n'offrira pas de perspectives stables et à faible risque, il sera difficile d'obtenir du marché financier mondial des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le marché africain est un marché à haut risque en raison des incertitudes et des vulnérabilités dont souffrent les économies africaines. Pour attirer des financements à long terme, un mécanisme de réduction des risques doit rassurer les investisseurs et leur donner confiance. Ce mécanisme pourrait être fourni par la Banque africaine de développement et d'autres banques multilatérales de développement.</li> <li>En outre, les pays doivent faire tout leur possible pour mettre en place un environnement juridique, réglementaire et institutionnel qui réduise les risques et les incertitudes susceptibles d'inquiéter les investisseurs à long terme.</li> </ul>
	<p>xiii. Les institutions multilatérales de financement du développement doivent soutenir la mise en place de solutions de financement innovantes, telles que les obligations à indice de sécurité, les obligations vertes, les obligations sociales ou durables, les obligations de la diaspora, les échanges de ressources pour des infrastructures, la titrisation des futurs envois de fonds pour le développement de l'Afrique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La capacité d'absorption de certains pays africains est réduite en raison de la faiblesse des institutions, des ressources humaines, de la gestion macroéconomique des finances publiques et de la technologie requise pour déployer le financement du développement, même lorsqu'il est abondamment disponible.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les IMFD peuvent tirer parti de leurs valeurs de franchise, de leur pouvoir de rassemblement et de leurs solides antécédents en matière de promotion de réformes politiques et de modèles commerciaux financiers efficaces pour redéfinir et restructurer les modèles mondiaux de financement du développement. Elles peuvent également soutenir le développement de la capacité des pays africains à gérer d'importants flux de financement du développement. Les institutions financières multilatérales ont la taille et le volume des opérations ainsi que la gamme et la polyvalence des instruments tels que les dons, les crédits concessionnels, les crédits non concessionnels, les garanties et l'assistance technique qui peuvent être déployés pour soutenir les projets de développement à long terme dans ce rééquilibrage des cadres mondiaux de financement du développement.</li> </ul>

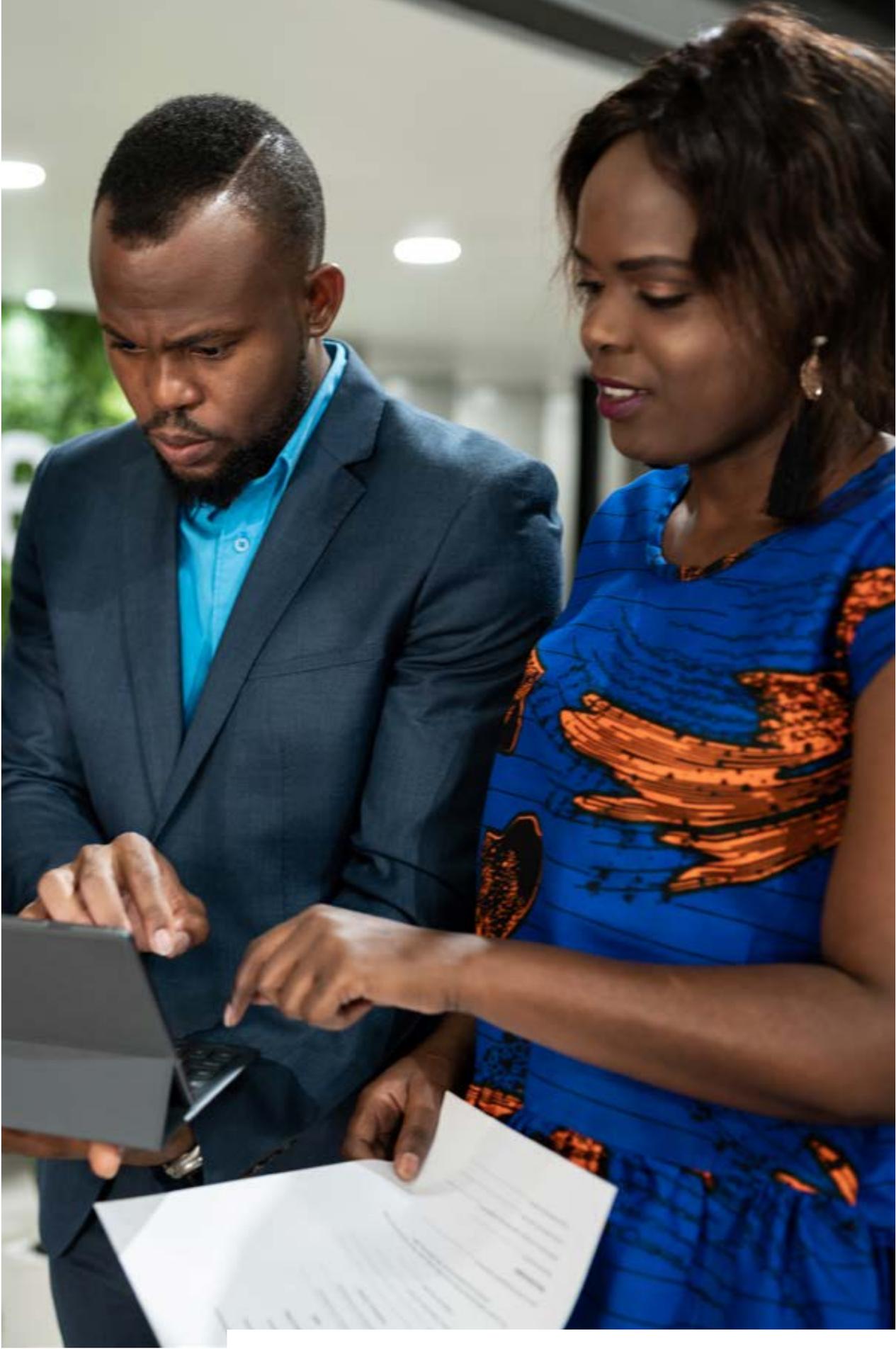
	<p>xiv. Explorer les accords de coopération Sud-Sud pour revoir l'architecture financière mondiale actuelle. La coopération Sud-Sud est un partenariat horizontal où les activités sont fondées sur la confiance, l'apprentissage mutuel et l'équité, sur la base de l'établissement de relations à long terme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Surmonter les différences et les clivages régionaux dans le Sud pourrait constituer un défi pour l'établissement d'une coopération efficace dans la mobilisation et la mobilité du financement du développement dans le Sud.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une coopération efficace va au-delà des contributions financières et pourrait contribuer à créer des réponses nouvelles et innovantes aux défis socioéconomiques et environnementaux des pays du Sud. Les nouvelles institutions de financement du développement entre pays du Sud, telles que la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) et la Nouvelle banque de développement (NDB) des BRICS (groupe de pays formé par le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud), pourraient être mises à profit pour remodeler et rééquilibrer l'architecture financière mondiale. Ces institutions financières pourraient mobiliser et acheminer le financement du développement vers les pays en développement, notamment en Afrique. Fonds d'infrastructure Africa50 ?</li> </ul>
	<p>xv. Élaborer des normes internationales pour l'architecture financière mondiale et d'autres aspects connexes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comportements opportunistes et recherche de profits énormes à partir de l'architecture financière mondiale actuelle.</li> <li>• Évolution rapide de l'environnement commercial mondial en même temps que la mondialisation.</li> <li>• Résistance de certains pays bénéficiant des modèles actuels de financement du développement mondial.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour exploiter les possibilités créées par les progrès en matière de technologies, l'intégration financière et la numérisation dans le paysage actuel, il est essentiel d'établir des normes sur la gouvernance et l'accès aux mégadonnées, ainsi que sur l'intelligence artificielle et le secteur financier et d'autres applications.</li> <li>• Définir des normes sur l'enseignement et la formation professionnels, sur l'emploi et les compétences des jeunes, et sur les emplois de qualité ou les compétences mondiales pour répondre et s'adapter aux défis posés par la numérisation et la mondialisation financière.</li> </ul>

	Options politiques nationales	Problèmes de mise en œuvre	Mesures correctives
Options politiques à long terme	<p>i. Mettre en place des institutions efficaces pour assurer la prévisibilité en réduisant l'incertitude, en stabilisant les attentes, en répartissant les ressources et les demandes et en atteignant l'objectif commun de développement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les politiques de marché échouent parce que les institutions qui élaborent ces politiques ont tendance à échouer. Les institutions sont essentielles, mais le leadership est la clé du maintien des institutions. Les dirigeants ont démontré leur capacité à construire ou à détruire les institutions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour développer les institutions, il faut se concentrer sur le rôle que ces institutions doivent jouer dans la résolution des défaillances du marché. Cela s'aligne bien sur le paradigme de la bonne gouvernance. Les bonnes institutions qui perdurent sont bâties autour de valeurs partagées, chères et protégées par les citoyens. Un bon leadership politique est essentiel pour ancrer ces valeurs et les institutions qu'elles créent. Un bon leadership peut être un accident ou une résolution des citoyens habilités qui décident du type de leaders qu'ils veulent. Dans la plupart des pays d'Afrique, les citoyens sont privés de pouvoir et souvent incapables de s'exprimer de façon ferme sur l'émergence de leurs dirigeants. L'éducation civique est nécessaire pour éclairer et responsabiliser les citoyens dans le choix de leurs dirigeants.</li> </ul>
	<p>ii. Renforcer la résilience au changement climatique. De nombreuses économies africaines restent très vulnérables aux risques liés au changement climatique et ne disposent que de capacités limitées pour faire face aux catastrophes naturelles qui en découlent.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les activités d'autres pays, qui échappent au contrôle des pays africains, peuvent continuer à avoir un impact sur l'Afrique et affaiblir sa résilience en dépit de ses bons efforts. L'incapacité ou la réticence des économies développées à honorer leurs promesses de financement aux pays en développement entraîne des répercussions négatives sur la capacité de l'Afrique à financer des investissements résilients au changement climatique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les pays africains doivent établir des cadres solides, par exemple par le biais de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour la prévention des catastrophes, s'ils veulent éviter d'être pris dans la boucle des cycles risque-récupération. Il est nécessaire de créer des tampons fiscaux pour les mesures d'adaptation et d'atténuation afin de mieux gérer la résilience aux catastrophes naturelles. L'Afrique doit utiliser le cadre de financement de la CCNUCC, notamment le Fonds vert pour le climat, et mobiliser le soutien du secteur privé pour financer les investissements d'adaptation et d'atténuation et les encourager à opérer de manière plus responsable vis-à-vis du climat.</li> </ul>

	Options de politiques régionales	Problèmes de mise en œuvre	Mesures correctives
	<p>iii. S'engager au niveau régional dans un marchandage de fond avec l'élite sur le développement et dans l'intérêt du développement lui-même.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>On attend de l'élite qu'elle prenne des décisions éclairées, mais elle est également soumise aux forces concurrentielles des marchés sociaux, économiques et politiques qui exigent de l'élite qu'elle offre les services les moins coûteux. Il en résulte des trajectoires de développement centrifuges différentes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les gouvernements africains doivent renégocier avec l'élite pour obtenir des incitations qui soient également alignées sur les objectifs de développement régionaux et mondiaux. Si l'élite bénéficie de l'accès aux ressources et de l'influence, elle doit créer des stimuli économiques et de développement qui profitent à son pays, par exemple en investissant dans les technologies de transformation, en produisant pour l'exportation et en investissant dans le développement des capacités humaines. D'un autre côté, l'État doit également décourager l'élite qui n'est pas alignée sur l'agenda de développement régional et mondial en introduisant des mesures visant à bloquer les flux financiers illicites.</li> </ul>
	Interventions mondiales	Problèmes de mise en œuvre	Mesures correctives
	<p>iv. Promouvoir une allocation équitable des facteurs mondiaux et des règles du jeu équitables. Les modèles actuels de financement du développement ont redistribué les revenus vers le capital au détriment du travail, renforcés par l'impact croissant de la technologie et des accords commerciaux qui penchent en faveur du capital et de la communauté financière au sens large. Il convient de remédier à cet état de choses.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les marchés ne sont pas et n'ont jamais été équitables. Les facteurs de production sont attirés par les possibilités qui offrent le meilleur rendement, et les entrepreneurs paient pour la valeur qu'ils reçoivent. L'Afrique dispose d'un vaste marché du travail, mais la qualité et les compétences sont faibles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tirer des leçons des autres pays qui ont réussi dans ce domaine. Par exemple, le marché chinois est privilégié par la communauté industrielle mondiale parce que le pays dispose d'une main-d'œuvre bon marché et hautement qualifiée. Pendant que la Chine connaissait une hausse des taux d'emploi, davantage de personnes ont gagné un revenu et sont sorties de la pauvreté; au fil du temps, leurs économies et les revenus issus de la production industrielle ont permis de constituer un capital. Ainsi, la Chine est devenue à la fois un fournisseur de main-d'œuvre et de capital. L'Afrique a beaucoup à apprendre de la Chine en développant les compétences de sa main-d'œuvre en fonction des exigences du marché. En outre, la valorisation de ses ressources minérales permettra de faire un bond en avant dans le développement du marché et la création d'emplois. L'Afrique peut être un marché très recherché pour le capital humain si les bonnes politiques pour y parvenir sont mises en place.</li> </ul>



- Les modèles financiers mondiaux actuels ont accentué les coûts de financement, les risques, les vulnérabilités des économies africaines et les externalités des risques accrus qui réduisent les investissements et la croissance.
- Certains pays ont bénéficié de l'architecture financière mondiale actuelle, tandis que d'autres en ont été les perdants. Cela a été attribué aux bonnes pratiques en matière d'innovations efficaces, à l'adoption et au progrès technologiques, à la réduction des coûts de production, à l'élimination ou la réduction des barrières commerciales, à la capacité de tirer parti du rôle du secteur privé pour favoriser le développement et au développement d'institutions solides.
- Il est essentiel de comprendre et de bien gérer la politique du marchandage avec l'élite en faveur du développement national afin de créer des incitations pour que cette élite contribue à la croissance et la soutienne.
- Les mesures d'incitation à l'apprentissage et à l'adoption de technologies sont essentielles pour favoriser l'efficacité de la production et réduire les coûts de production, et pour garantir la concrétisation des avantages des modèles de développement financier.
- Les politiques tournées vers l'extérieur sont essentielles pour promouvoir l'efficacité au moyen d'une augmentation des échanges et des investissements et pour faciliter des gains plus importants de la mondialisation financière.
- Le renforcement de la transparence et de la participation de toutes les parties prenantes concernées est déterminant pour réduire les nombreux conflits d'intérêts entre les décideurs politiques et les entreprises multinationales et remédier aux déséquilibres financiers mondiaux.
- La coopération internationale et les normes mondiales pourraient jouer un rôle crucial, notamment en matière de fiscalité, de corruption, de gouvernance d'entreprise, de commerce international et de politique de concurrence.
- L'établissement de normes internationales est important pour la réussite des réformes de l'architecture financière internationale.
- Les politiques nationales d'accroissement de la productivité et les politiques de renforcement du capital humain, notamment par l'éducation et la formation, bien qu'essentielles, ne sont pas suffisantes. Elles doivent être soutenues par des filets de sécurité sociale et des politiques sociales et du marché du travail solides afin de garantir que les avantages des modèles actuels de financement du développement sont suffisamment partagés et que les personnes sont protégées et outillées de manière à prospérer dans un environnement mondialisé en pleine évolution.
- Pour corriger les déséquilibres financiers mondiaux, il faudra s'attaquer aux déséquilibres régionaux ou à la géographie du mécontentement.
- Les accords de coopération Sud-Sud comportent de nombreux leviers et outils qui peuvent être utilisés pour favoriser la reconfiguration de l'architecture financière mondiale.





AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP  
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT



AFRICAN DEVELOPMENT  
INSTITUTE  
INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT